

# SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2012-2013

18 DÉCEMBRE 2012

**Projet de loi confirmant certains arrêts royaux récents concernant les pensions des travailleurs salariés**

*Procédure d'évocation*

## RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION  
DES AFFAIRES SOCIALES  
PAR  
**MME LIJNEN**

## I. INTRODUCTION

Le projet de loi à l'examen, qui relève de la procédure bicamérale facultative, a été déposé initia-

# BELGISCHE SENAAT

ZITTING 2012-2013

18 DECEMBER 2012

**Wetsontwerp tot bekraftiging van enkele recente koninklijke besluiten inzake werknemerspensioenen**

*Evocatieprocedure*

## VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR  
DE SOCIALE AANGELEGENHEDEN  
UITGEBRACHT DOOR  
**MEVROUW LIJNEN**

## I. INLEIDING

Dit optioneel bicameraal wetsontwerp werd in de Kamer van volksvertegenwoordigers oorspronkelijk

Composition de la commission :/ Samenstelling van de commissie :

**Présidente/Voorzitster:** Elke Sleurs.

**Membres/Leden :**

N-VA	Piet De Bruyn, Patrick De Groot, Louis Ide, Elke Sleurs.
PS	Christie Morreale, Fatiha Saïdi, Fabienne Winckel.
MR	Jacques Brotchi, Dominique Tilman.
CD&V	Cindy Franssen, Rik Torfs.
sp.a	Leona Detiège, Dalila Douifi.
Open Vld	Nele Lijnen.
Vlaams Belang	Yves Buysse.
Écolo	Cécile Thibaut.
cdH	André du Bus de Warnaffe.

**Suppléants/Plaatsvervangers :**

Frank Boogaerts, Inge Faes, Danny Pieters, Helga Stevens, Karl Vanlouwe.
Hassan Bousetta, Philippe Mahoux, Muriel Targnion, Olga Zrihen.
François Bellot, Christine Defraigne, Gérard Deprez.
Dirk Claes, Sabine de Bethune.
Bert Anciaux, Fatma Pehlivian, Fauzaya Talhaoui.
Rik Daems, Guido De Padt.
Bart Laeremans, Anke Van dermeersch.
Marcel Cheran, Zakia Khattabi.
Francis Delpérée.

*Voir:*

Documents du Sénat :

5-1891 - 2012/2013 :

N° 1 : Projet évoqué par le Sénat.

*Zie:*

Stukken van de Senaat :

5-1891 - 2012/2013 :

Nr. 1 : Ontwerp geëvoeerd door de Senaat.

lement à la Chambre des représentants en tant que proposition de loi par Mathias De Clercq et consorts (doc. Chambre, n° 53-2539/001).

Il a été adopté par la Chambre des représentants le 13 décembre 2012, par 86 voix et 46 abstentions. Il a été transmis le 14 décembre au Sénat qui l'a évoqué le même jour.

La commission l'a examiné au cours de sa réunion du 18 décembre 2012, en présence de M. De Croo, vice-premier ministre et ministre des Pensions.

## **II. EXPOSÉ INTRODUCTIF DE M. DE CROO, VICE-PREMIER MINISTRE ET MINISTRE DES PENSIONS**

Le projet de loi à l'examen concerne deux arrêtés royaux qui ont trait à la réforme des pensions prévue par la loi du 28 décembre 2011 portant des dispositions diverses. Le législateur doit confirmer ces arrêtés royaux avant le 31 décembre 2012. Il était prévu initialement de les confirmer par le biais de la loi portant des dispositions diverses. Mais le projet de loi en question n'est pas attendu avant le printemps 2013. C'est la raison pour laquelle une procédure distincte a été mise en place afin de pouvoir respecter la date fixée par le Parlement. Pour les personnes concernées également, il est important de clarifier la situation au plus vite.

L'article 2 confirme l'arrêté royal du 20 septembre 2012 portant exécution des articles 116, alinéa 2, et 119 de la loi du 28 décembre 2011 portant des dispositions diverses, en matière de pension du personnel navigant de l'aviation civile. Cet arrêté royal apporte deux modifications. D'une part, il porte la condition de carrière de trente à quarante-cinq ans, en faisant en sorte que les droits constitués soient respectés et que les futures années à prêter soient prises en compte sur la base de 45<sup>es</sup>. D'autre part, il prévoit une condition particulière pour les personnes âgées de cinquante-cinq ans ou plus.

L'article 3 confirme l'arrêté royal du 24 septembre 2012 portant exécution de l'article 123 de la loi du 28 décembre 2011 portant des dispositions diverses. L'article 123 de cette loi dispose qu'en ce qui concerne les périodes assimilées pour les pensions légales des travailleurs salariés, il convient (à nouveau) de définir une série de notions : le chômage de la troisième période, le crédit-temps avec motifs, les congés thématiques et le crédit-temps à mi-temps ou à concurrence d'un cinquième réservé aux travailleurs de cinquante ans ou plus. L'arrêté royal du 24 septembre 2012 définit ces quatre périodes assimilées en faisant référence aux dispositions pertinentes de la réglementation fédérale applicable.

ingediend als een wetsvoorstel van de heer Mathias De Clercq c.s. (stuk Kamer, nr. 53-2539/001).

Het werd op 13 december 2012 aangenomen door de Kamer van volksvertegenwoordigers met 86 stemmen bij 46 onthoudingen. Het werd op 14 december overgezonden aan de Senaat en op dezelfde dag geëvoceerd.

De commissie heeft dit wetsontwerp besproken tijdens haar vergadering van 18 december 2012 in aanwezigheid van de heer De Croo, vice-eersteminister en minister van Pensioenen.

## **II. INLEIDENDE UITEENZETTING VAN DE HEER DE CROO, VICE-EERSTE MINISTER EN MINISTER VAN PENSIOENEN**

Het voorliggende wetsontwerp gaat om twee koninklijke besluiten die kaderen in de pensioenhervorming van de wet van 28 december 2011 houdende diverse bepalingen. Hun bekrachtiging door de wetgever dient te gebeuren voor 31 december 2012. De oorspronkelijke planning was deze koninklijke besluiten te bekrachtigen via de wet diverse bepalingen. Dit ontwerp wordt echter pas verwacht in het voorjaar van 2013. Daarom werd een aparte procedure gevolgd om de door het parlement opgelegde datum te kunnen respecteren. Ook voor de betrokkenen is het belangrijk zo snel mogelijk duidelijkheid te schenken.

Artikel 2 bekrachtigt het koninklijk besluit van 20 september 2012 tot uitvoering van de artikelen 116, tweede lid en 119, van de wet van 28 december 2011 houdende diverse bepalingen, inzake het pensioen van het vliegend personeel van de burgerlijke luchtvaart. Dit koninklijk besluit wijzigt twee zaken. Ten eerste wordt de voorwaarde van loopbaanjaren opgetrokken van dertig naar vijfenvijftig jaren. De aanpassing zorgt ervoor dat de opgebouwde rechten gerespecteerd worden en dat de toekomstige te presteren jaren de nieuwe breuk van 45sten gebruiken. Een tweede element is een bijzondere voorwaarde voor personen ouder dan vijfenvijftig jaar.

Artikel 3 bekrachtigt het koninklijk besluit van 24 september 2012 tot uitvoering van artikel 123 van de programmawet van 28 december 2011 houdende diverse bepalingen. Artikel 123 van de wet van 28 december 2011 houdende diverse bepalingen stipuleert dat voor de gelijkgestelde periodes voor de wettelijke werknemerspensioenen een aantal begrippen (opnieuw) moeten worden gedefinieerd, met name werkloosheid van de derde periode, gemotiveerd tijdskrediet, thematische verloven en halftijds of een vijfde tijdskrediet voorbehouden aan de werknemers van vijftig jaar of ouder. Het koninklijk besluit van 24 september 2012 definieert deze vier gelijkgestelde periodes door verwijzing naar de relevante bepalingen in de toepasselijke federale reglementering.

M. De Croo indique qu'il attend aujourd'hui un avis unanime et positif du comité de gestion de l'Office national des pensions à ce sujet. Cet avis constituera assurément une bonne base pour aboutir à un accord politique le plus vite possible.

### III. DISCUSSION GÉNÉRALE

M. Pieters fait remarquer que M. De Croo s'est vu obligé de régler cette matière maintenant, sans quoi le délai imposé ne serait pas respecté et les arrêtés royaux deviendraient caducs. Il importe cependant que le parlement puisse se pencher à un moment donné sur le fond des deux arrêtés royaux, ce qui est impossible en l'occurrence, étant donné que le projet de loi à l'examen est adopté dans la précipitation par les deux chambres. Il s'agit toutefois de matières dont l'importance n'est pas négligeable.

Concernant le personnel navigant, M. Pieters est surpris d'apprendre que, dans le cadre d'une mesure d'économie, à savoir le relèvement de l'âge de la retraite, la loi-programme contiendra prochainement une disposition prévoyant le prélèvement d'un montant considérable de financement alternatif précisément pour pouvoir exécuter cette mesure. Il s'agit tout de même d'un régime étrange. Une série de mesures auxquelles l'intervenant pouvait souscrire ont été soumises autrefois au Parlement par le prédécesseur de M. De Croo. Le régime à l'examen semble toutefois être en porte-à-faux. M. Pieters souhaiterait obtenir des précisions à cet égard.

Concernant le deuxième arrêté royal, le ministre déclare à juste titre qu'il s'agit d'une matière technique, qui n'est cependant pas sans conséquence. La définition des périodes assimilées et du chômage de la troisième période revêt une certaine importance quant au fond. En outre, le ministre attend encore des avis, mais le consentement de la Chambre et du Sénat semble d'ores et déjà acquis. Le Parlement ne devrait pas procéder de la sorte. Comment le ministre explique-t-il cette façon de procéder ?

M. De Croo répond que les arrêtés royaux ne renferment aucune surprise sur le fond. S'agissant du personnel navigant, il y a un effet à court terme, c'est-à-dire une diminution des cotisations en raison des changements apportés au système. La constitution des pensions cesse elle aussi immédiatement mais l'économie qui s'ensuit est évidemment étalée dans le temps. D'une part, il y a un effet immédiat de 17 millions d'euros, d'autre part, l'économie s'élève rapidement à quelque centaines de millions; elle s'inscrit cependant davantage dans la durée et produira ses effets à partir de 2021.

En ce qui concerne les définitions qui figurent dans le deuxième arrêté royal, les périodes assimilées sont

De heer De Croo deelt mee dat hij vandaag een unaniem en positief advies verwacht van het beheerscomité van de Rijksdienst voor pensioenen hieromtrent. Dit zal ongetwijfeld een goede basis vormen om zo snel mogelijk tot een politiek akkoord te komen.

### III. ALGEMENE BESPREKING

De heer Pieters merkt op dat de heer De Croo zich verplicht zag deze materie nu te regelen omdat anders de opgelegde termijn niet zou gerespecteerd worden en de koninklijke besluiten niet meer zouden gelden. Het is echter belangrijk dat het parlement zich op een zeker ogenblik inhoudelijk kan buigen over beide koninklijke besluiten. Doordat het voorgelegde wetsontwerp nu op zeer korte termijn door beide parlementen wordt gejaagd, is dat niet het geval. Het gaat nochtans over niet onbelangrijke zaken.

Wat betreft het vliegend personeel is de heer Pieters verbaasd dat er in het kader van een besparing, namelijk het optrekken van de pensioenleeftijd, straks in de programmawet een bepaling zal staan waarbij een aanzienlijk bedrag van alternatieve financiering voorafgenomen wordt precies om deze maatregel te kunnen uitvoeren. Dit is toch een heel rare regeling. Het parlement heeft destijds door de voorganger van de heer De Croo een aantal maatregelen voorgelegd gekregen waar spreker zich wel in kon vinden. De regeling die hier nu voorligt lijkt daar echter haaks op te staan. Senator Pieters zou hierover graag verduidelijking krijgen.

Wat het tweede koninklijk besluit betreft zegt de minister terecht dat het gaat over een technische aangelegenheid. Deze technische aangelegenheid is echter niet zonder gevolgen. De definiëring van gelijkgestelde perioden en van derde perioden werkloosheid zijn zaken die inhoudelijk een zeker belang hebben. Bovendien wacht de minister nog steeds op adviezen, maar Kamer en Senaat worden toch al geacht hun fiat te geven. Dit is niet de wijze waarop het parlement zou moeten handelen. Hoe verklaart de minister deze volgorde ?

De heer De Croo antwoordt dat de koninklijke besluiten inhoudelijk geen verrassingen bevatten. Wat betreft het vliegend personeel is er een effect op korte termijn, namelijk een daling van de bijdragen doordat het systeem wordt gewijzigd. De opbouw stopt ook onmiddellijk maar de besparing daarvan is natuurlijk in de tijd gespreid. Langs de ene kant is er een onmiddellijk effect van 17 miljoen euro, langs de andere kant loopt de besparing snel in de richting van honderden miljoenen, maar die zal meer tijd in beslag neemt en vanaf 2021 zal opbouwen.

Met betrekking tot de definities in het tweede koninklijk besluit zijn de gelijkgestelde periodes een

un sujet particulièrement complexe. La concertation sociale doit également être respectée, ce qui a d'ailleurs été souligné tant par la Chambre que par le Sénat. Cette concertation demande du temps que le ministre voudrait mettre à profit afin de faire examiner ici un arrêté royal technique contenant des définitions. Lorsque le comité de gestion aura rendu sa décision, la prise de décision politique reprendra.

M. Pieters trouve que ce procédé est insultant pour les assemblées parlementaires. Le ministre veut donner tout le temps aux partenaires sociaux pour bien réfléchir à la question, mais le Parlement doit tout approuver avant même que l'avis des partenaires sociaux ne soit connu. C'est inacceptable. Une assemblée a le droit de mener une discussion en connaissance de cause.

Le ministre De Croo comprend que cela puisse être une source de mécontentement. Les arrêtés d'exécution seront examinés en détail. Le ministre n'a toutefois entendu aucune remarque quant au fond au sujet des définitions et il ne constate personnellement aucune imprécision.

M. Pieters estime en revanche qu'il y en a bel et bien. Lors d'une réforme précédente, le ministre a demandé la possibilité d'élaborer des arrêtés royaux à soumettre par la suite à l'approbation du Parlement. Il s'avère à présent que, si ces arrêtés royaux sont tellement flous, c'est parce que le ministre veut conserver une marge de manœuvre pour leur exécution ultérieure. Ce n'est pas sérieux et c'est la raison pour laquelle les modalités de traitement de ce dossier ont effectivement leur importance. De telles pratiques sont inacceptables.

#### **IV. VOTES**

L'ensemble du projet de loi est adopté par 8 voix et 3 abstentions.

Confiance a été faite à la rapporteuse pour la présentation d'un rapport oral en séance plénière.

*La rapporteuse*  
Nele LIJNEN.

*La présidente*  
Elke SLEURS.

bijzonder complex onderwerp. Ook het sociaal overleg moet gerespecteerd worden, waar trouwens zowel Kamer als Senaat op gewezen hebben. Dit vraagt tijd, maar ondertussen wil de minister die tijd wel graag gebruiken om hier een technisch koninklijk besluit met definities te kunnen laten bespreken. Eenmaal het beheerscomité zijn besluit heeft gegeven, zal de politieke besluitvorming verder gezet worden.

De heer Pieters vindt deze stelling beledigend voor de parlementaire assemblees. De minister wil de sociale partners alle tijd geven om hier goed over na te denken, maar het parlement moet alles goedkeuren nog voor het advies van de sociale partners bekend is. Dit kan niet. Een assemblée heeft het recht om met kennis van zaken een bespreking te voeren.

Minister De Croo begrijpt dat dit tot ontevredenheid kan leiden. De uitvoeringsbesluiten zullen uitvoerig besproken worden. De minister heeft echter geen inhoudelijke opmerkingen over de definities gehoord en stelt zelf geen onduidelijkheden vast.

De heer Pieters meent dat die er wel degelijk zijn. De minister heeft in een vorige hervorming de mogelijkheid gevraagd om koninklijke besluiten te kunnen maken die daarna dienen bekraftigd worden door het parlement. Nu blijkt dat de inhoud van die koninklijk besluiten zo vaag gehouden wordt dat de minister eigenlijk ruimte wil houden voor de verdere uitvoering ervan. Dit is niet ernstig en daarom heeft de wijze waarop dit dossier behandeld worden wel degelijk belang. Dergelijke praktijken kunnen niet.

#### **IV. STEMMINGEN**

Het wetsontwerp in zijn geheel wordt aangenomen met 8 stemmen bij 3 onthoudingen.

Vertrouwen werd geschenken aan de rapporteur voor het opstellen van een mondeling verslag aan de plenaire vergadering.

*De rapporteur*  
Nele LIJNEN.

*De voorzitter*  
Elke SLEURS.